EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 26 juin 2025

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Patrick GHIGONETTO - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Vincent LANGUILLE - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Catherine PILA - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Frédéric VIGOUROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Roland GIBERTI représenté par Patrick GHIGONETTO - Didier REAULT représenté par David GALTIER - Michel ROUX représenté par Amapola VENTRON - David YTIER représenté par Pascal MONTECOT.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES - Serge PEROTTINO - Henri PONS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URBA-001-17860/25/BM

**■ Apport en nature et cession à l'euro symbolique de tènements fonciers sis au sein de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à Marignane, au profit de la SOLEAM, dans le cadre de la concession d'aménagement - Abrogation partielle de la délibération n°URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025
132514**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau de la Métropole n° URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025 ont été approuvés l'apport en nature et la cession à l'euro symbolique de tènements fonciers sis au sein de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à Marignane, au profit de la SOLEAM, dans le cadre de la concession d'aménagement.

La cession à titre d'apport foncier en nature par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM, des lots à bâtir 1.3 a, 2, 4, 14, 15,17, 19, 20 et 24 sis au sein de la ZAC des Florides, d'une contenance totale de 165 395 m² doit permettre la poursuite de la commercialisation des lots.

La cession à l'euro symbolique de terrains permettra les travaux de remise en état des VRD et l'achèvement du programme des équipements publics sur l'ensemble du périmètre de la ZAC.

En ce qui concerne cette dernière cession, par erreur matérielle, il a été intégré dans l'article 1, au tableau listant les parcelles, deux emprises de terrains respectivement de 329 m² à détacher de la parcelle Z159 et de 54 m² à détacher de la parcelle Z137, alors que la Métropole n'en est pas encore propriétaire.

D'autre part, il avait été convenu, en article 3 de la délibération, que la transaction serait réitérée par acte notarié or celle-ci se fera au moyen d'un acte authentique en la forme administrative.

Il convient alors de rectifier par la présente, cette erreur matérielle, en retirant les emprises issues des parcelles Z159 et Z137 qui feront l'objet d'une cession à la SOLEAM ultérieurement et en indiquant que la réitération de la transaction sera faite par acte authentique en la forme administrative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la

- déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
 - La délibération n° URBA 025-16764/24/CM du 10 octobre 2024 ;
 - La délibération n° URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération n°URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025 est affectée d'une erreur matérielle car il a été intégré dans l'article 1 au tableau listant les parcelles objets de la cession à l'euro symbolique, deux emprises de terrains respectivement de 329 m² à détacher de la parcelle Z159 et de 54 m² à détacher de la parcelle Z137 alors que la Métropole n'en est pas encore propriétaire ;
- Que le mode de réitération mentionné en article 3 est erroné ;
- Qu'il convient alors de rectifier par la présente cette erreur matérielle.

Délibère

Article 1 :

L'article 1 de la délibération n°URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025 est abrogé en tant que cet article est affecté d'erreurs matérielles.

Cet article 1er est désormais rédigé comme suit :

« Sont approuvés la cession pour un montant d'un euro symbolique HT auquel n'est pas appliqué de TVA, par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de son concessionnaire la SOLEAM de terrains détaillés dans le tableau figurant ci-dessous, d'une contenance totale de 27 415 m², ainsi que ledit protocole foncier ci-annexé. »

Parcelles concernées				
	Section	Référence	Surface/m ²	Total/m ²
Zone n°1	AL	138p2	2 362	5 290
		DP 1	457	
	BV	104p2	2 012	
		DP2	459	
Zone n°2	BS	143p3	2 796	22 125
	Z	252	1 247	
		257p2	11 382	
		257p3	725	
		257p4	1 762	
		257p5	2 488	
		253p1	1 258	
		253p2	76	
		253 p3	391	
				27 415

Métropole Aix-Marseille-Provence
N° URBA-001-17860/25/BM

Signé le 26 juin 2025
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2025
Publié le 30 juin 2025

Article 2 :

L'article 2 de la délibération n°URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025 est abrogé et désormais rédigé comme suit :

« Le protocole ci annexé sera réitéré par acte authentique en la forme administrative. »

Article 3 :

Les autres dispositions de la délibération n°URBA-018-17646/25/BM du 3 avril 2025, du Bureau de la Métropole, demeurent inchangées.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué,
Patrimoine et Politique immobilière

Christian AMIRATY